

Né le 11 mars 1940 à Mantes (Seine-et-Oise) ; haut fonctionnaire, syndicaliste étudiant et président de l'UNEF (1963-1964), secrétaire national du PSU (1974-1979) ; président du Comité français pour le sommet mondial sur le développement durable (2002), a exercé d'importantes responsabilités nationales dans les domaines de l'environnement, la maîtrise de l'énergie et l'effet de serre ; fondateur l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable) en 1993.

L'itinéraire syndical, politique et professionnel de Michel Mousel correspond à celui d'une génération de gauche qui a eu vingt ans en pleine guerre d'Algérie et dont le conflit orienta, au moins en partie, le destin.

Michel Mousel est né dans une famille aux origines modestes. Ses grands parents étaient de simples employés, tandis que ses parents, ascension sociale oblige, décrochaient l'agrégation de lettres et firent une carrière d'enseignant. Son père, Jean Mousel, adhéra au SGEN/CFTC en 1947. Il en fut le secrétaire pour le second degré en 1950 avant d'occuper, pour de longues années (1954-1973), les fonctions de secrétaire général adjoint de Paul Vignaux. Il participa aux côtés de ce dernier à l'animation du groupe « Reconstruction ». Son père et sa mère ont également travaillé sur les questions d'« aggiornamento » de l'Église catholique. Michel Mousel a conscience aujourd'hui d'avoir appartenu « à une très petite minorité de (son) école primaire, celle à qui le lycée était ouvert, et de représenter, dans ce même lycée grand-bourgeois, une petite minorité d'enfants de la banlieue, celle qui galérait avec les transports en commun, les dispensaires, « la vie chère », les déserts culturels et sportifs ». Une maladie contractée pendant l'adolescence l'obligea à se tenir à distance d'une actualité foisonnante (Mendès, le Front républicain, le poujadisme, la Hongrie, l'Algérie...), mais paradoxalement l'amena ensuite à sur-réagir. Il expliqua ainsi sa « radicalisation » par rapport à la moyenne des attitudes politiques de ses proches.

Dans les rangs de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), avant même ceux de l'UNEF et du PSU, il se forgea alors une forte conviction anticolonialiste et sociale. Affilié en 1955, il eut, entre 1958 et 1959, la responsabilité du développement du mouvement dans les nouvelles classes secondaires du secteur des « Boucles de la Seine-Ouest » qu'il sillonna à vélo de Suresnes à Gennevilliers. Dans le même temps, il s'inscrivit au sein de l'UNEF dans une certaine tradition syndicale née en 1946 : celle de la Charte de Grenoble et de son « jeune travailleur intellectuel ». Il fut en cela plus proche d'un Michel de La Fournière, sans pour autant avoir entretenu avec lui des liens personnels, que d'un Jean-Claude Polack ou d'un Marc Kravetz qui prônaient une nouvelle orientation syndicale. Étudiant en lettres, puis à l'IEP de Paris, il fut président de l'AG Sciences Po entre 1960 et 1962, avant de devenir vice-président de l'UNEF (1962-1963). La fin de la guerre d'Algérie crée au sein du syndicat étudiant une impression de vide, voire une forme de dépression après le surinvestissement qu'avait représenté la mobilisation de l'organisation étudiante en faveur de l'indépendance. En avril 1963, au congrès de Dijon, l'ambiance était plutôt morose. Bien que près d'un étudiant sur deux soit membre de l'UNEF, les effectifs stagnaient. Cette situation ouvrit un espace à ceux qui souhaitaient une profonde

renovation syndicale. Ils s'exprimèrent souvent avec véhémence. La citation léniniste en exergue et la conscience de classe en bandoulière, ils désarçonnèrent plus d'un délégué avant tout préoccupés par la gestion quotidienne des services aux étudiants. S'entendre dire que tout cela n'avait plus cours et relevait d'une autre époque, que c'était nier la vocation syndicale que de s'y intéresser, avait de quoi dérouter. Avec une grande habileté, Michel Mousel, réussit à faire prévaloir un compromis entre les idées de « l'ancienne mino », dont il était un dernier représentant, et celles de ceux qui se baptisaient volontiers « nouvelle mino » ou encore « gauche syndicale ». Il fut élu à la présidence du syndicat étudiant avec une majorité assez nette face à Jean-Claude Polack (357 mandats contre 232). Une nouvelle orientation n'en était pas moins née. Elle prétendait mettre au cœur de la démarche syndicale ce qui était commun à l'ensemble des étudiants, c'est-à-dire les conditions de travail universitaire et la place de l'étudiant dans l'Université. En avril 1964, au congrès de Toulouse, Michel Mousel pouvait ainsi expliquer dans son rapport moral, que « le but du syndicat est, à titre principal de permettre à tous les étudiants de prendre en charge par eux-mêmes et collectivement leurs problèmes ».

Michel Mousel fut le premier président de l'UNEF à être à la fois à la tête de l'organisation étudiante et au PSU. Il inaugura une période qui alla jusqu'aux années 1970 où de très nombreux présidents de l'UNEF, à l'exception de Bernard Schreiner (1964-1965) et Jean Terrel (1966-1967), furent aussi membres du PSU. Il rejoignit ce parti dès sa création en avril 1960 après avoir adhéré au PSA en décembre 1959. Pour de nombreux jeunes et militants anticolonialistes, la gauche de gouvernement ne présentait pas au début des années 1960 une figure avenante. La SFIO, sclérosée et enlisée dans la guerre d'Algérie, était devenue un repoussoir pour les jeunes générations. La naissance du PSU offrait alors la possibilité d'un débouché politique. Emblématique des mouvements anticolonialistes et antigaulistes, mais aussi antistaliniens, il incarnait une « deuxième gauche » possible et surtout un socialisme à la fois radical et démocratique. Le PSU fut ainsi, jusqu'aux années 1970, une véritable alternative à la SFIO et au PCF. C'est avant tout cette voie « évidente » qui séduisit Michel Mousel. Jusqu'en 1967, il ne prit aucune responsabilité se contentant de militer au sein de la section de Colombes, puis de celle du XXe arrondissement de Paris. Il se consacra à ses responsabilités à l'UNEF et observa une certaine réserve pendant le temps de ces études à l'ENA (1965-1967). À sa sortie, Il fut membre du bureau fédéral de la région parisienne de 1967 à 1969. Il s'investit particulièrement dans les questions urbaines et s'intéressa à la dégradation des transports en région parisienne. Il put ainsi résumer son action et celle de ses camarades : « Il y eut à cette époque pour la première fois depuis la guerre un véritable effort en faveur des transports collectifs ; et ce fut une proposition du PSU qui s'appliqua pour le renouveau de la tarification, la carte unique payée par les employeurs, qui inaugura la participation patronale aux frais de transport sur tous les réseaux d'Ile-de-France ». En 1969, il accéda à la direction politique nationale, mais refusa en 1974 de rejoindre le parti socialiste qui achevait sa reconstruction dans le cadre des Assises pour le socialisme. En décembre 1974, au congrès d'Amiens, il devint secrétaire national du PSU à la place de Michel Rocard, parti au PS. Il occupa cette fonction jusqu'en 1979. Il contribua à l'affirmation du projet autogestionnaire du parti et, en janvier 1978, il fut à l'initiative d'un appel pour la constitution d'un Front autogestionnaire afin de faire émerger une « nouvelle gauche socialiste, écologiste et autogestionnaire ». Cette tentative échoua. En janvier 1979, au congrès de Saint-Étienne, il céda la place à Huguette Bouchardeau. Parallèlement à son engagement politique, il poursuivit une carrière de haut fonctionnaire.

En 1967, il fut nommé à la direction de la Prévision au ministère des Finances ; puis de 1971 à 1973, il travailla au sein du Commissariat général au Plan. De 1973 à 1975, il retourna au ministère des Finances. En 1981, la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle lui permet de devenir membre du cabinet d'Anicet Le Pors, ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives. De 1983 à 1985, il dirigea le cabinet Huguette Bouchardeau, d'abord secrétaire d'État, puis ministre de l'Environnement. Sous la première cohabitation (1986-1988), il exerça les fonctions de contrôleur d'État, chargé plus spécialement du contrôle d'entreprises attributaires d'aides publiques. Formé aux problématiques environnementales par son engagement politique depuis la fin des années soixante et son passage au Commissariat général au Plan dans la décennie suivante, il en devint un véritable spécialiste. Aussi fut-il nommé, au début du second septennat de François Mitterrand*, directeur de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques, puis délégué interministériel aux risques naturels et technologiques au ministère de l'Environnement. En 1991, il présida l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) dont il démissionna en 1994, poussé vers la sortie par Édouard Balladur. Il redevint alors contrôleur d'État, chargé cette fois-ci de la SNCF. En 1997, Lionel Jospin* le nomma à la tête de la Mission interministérielle de l'effet de serre. En 2002, il présida le Comité français pour le sommet mondial du développement durable à Johannesburg.

Michel Mousel, grand serviteur de l'État, croit aussi à l'engagement citoyen. Il fonda en 1993 l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable) qu'il présida de 1993 à 1997 et de 2003 à 2007. Il avait acquis la conviction dans ces différentes fonctions et engagements politiques de l'absolue nécessité de constituer un réseau citoyen pour la promotion du développement durable et le suivi des engagements pris par la France dans ce domaine, comme par les autres États membres de l'ONU. La réélection de Jacques Chirac et le retour d'une majorité de droite à l'Assemblée nationale en mai-juin 2002, le ramènèrent au ministère des Finances où il exerça, jusqu'à sa retraite le 11 mars 2006, les fonctions de chef de la mission de contrôle économique et financier des grands travaux culturels. Contrôleur général économique et financier honoraire. Il finit par adhérer au PS en 2007 pour essayer dans le cadre de sa rénovation d'y faire fructifier les idées écologistes. Lors du congrès de Reims en 2008, il fut un des inspirateurs et rédacteurs de la motion « Pour un parti socialiste résolument écologique ». Depuis 2012, il préside l'Institut Tribune Socialiste (ITS) sur l'histoire et l'actualité des idées du PSU : une forme de fidélité à ses engagements de jeunesse.

Didier Fischer.

SOURCES : BDIC 4° delta 1151/1, Congrès UNEF de Dijon 07-13 avril 1963, Congrès UNEF de Toulouse 30 mars-6 avril 1964 (Voir notamment le rapport moral de Michel Mousel). — Archives Nationales, 581 AP 1 à 147 (Archives du PSU). — Archives Nationales, Section des Missions, Cote CAC : 19880070, Art. 1-8 : Dossiers Michel Mousel. Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, Paris, PUF, 1983. — Didier Fischer, *L'histoire des étudiants en France*, Paris, Flammarion, 2000. — *Vingt ans d'histoire du PSU (1960-1980)*, Critique Socialiste, n° 38-39, 1980. — Marc Heurgon, *Histoire du PSU, 1. La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 1994. — *Au cœur des luttes des années soixante, les étudiants du PSU. Une utopie porteuse d'avenir ?*, Roger Barralis et Jean-Claude Gillet (coordination), Publisud, 2010.

ECRITS : Rapport sur la réforme de l'Enseignement supérieur, *Les Cahiers de l'UNEF*, 1964. — *L'utopie réaliste : une autre logique économique pour la gauche* (avec la Commission économique du PSU), Paris, C. Bourgois, 1978. — *Des transports nommés Désir* (avec Jean-Claude Roure et Jean-Pierre Piéchaud), Syros, 1995. — *Le développement Durable*, n° spécial de *Devenirs*, cahier de la Fondation Ailes, 1995, avec Serge Antoine, Jean-Pierre Piéchaud, Patrick Legrand. Parti et mouvement social. — *Le chantier ouvert par le PSU* (avec Jean-Claude Gillet) (dir.), Paris, L'Harmattan, 2011. — Préface à : *Livre blanc des acteurs français du développement durable*. — Sommet mondial du développement durable – Johannesburg, 2002. Préface à : Bruno Riondet, *Clés pour une éducation au développement durable*, Paris, Hachette, 2004. Collaboration à : *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXI^e siècle ?* Jacques Sauvageot (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.